

Diplôme	MASTER
Mention	Droit public
Numéro d'accréditation	20220248
Etablissements co-accrédités	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div> <input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE </div> <div> <input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay </div> </div>
Schéma des parcours	<p>Le M1 Droit public (DPU) de la Faculté de droit Julie-Victoire Daubié (FJVD) est commun à deux parcours de M2 de la mention Droit public proposés par cette même Faculté : le M2 Droits de l'homme (DH) et le M2 Droit public général (DPG). La mention est complétée par le parcours de M1-M2 Action publique (AP) de l'Institut catholique de Lyon (Icly)</p> <p style="text-align: center;">Masters de la mention Droit public – Université Lyon 2</p> <p style="text-align: center;">Composante de rattachement : Faculté Julie-Victoire Daubié (FJVD)</p> <div style="text-align: center;"> <pre> graph LR M1DPU["M1 Droit public (DPU) (FJVD)"] --> M2DH["M2 Droits de l'homme (DH) (FJVD)"] M1DPU --> M2DPG["M2 Droit public général (DPG) (FJVD)"] M1AP["M1 Action publique (AP) (Icly)"] --> M2AP["M2 Action publique (AP) (Icly)"] </pre> </div>
Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)	<p>S'inscrivant dans la continuité de la Licence en Droit public, le M1 Droit public est une formation généraliste dont les objectifs et la finalité sont clairement exposés, que ce soit sur le site internet de la FJVD, les réseaux sociaux utilisés par cette dernière, la plateforme MonMaster et les brochures papier mises à disposition sur place ou lors des présentations officielles des Masters organisées par l'Université, l'Icly ou d'autres établissements du site avec qui des partenariats sont conclus (par ex. l'IEP Lyon concernant le M2 DH). Il s'agit non seulement d'offrir aux étudiant.e.s qui la suivent des connaissances et compétences solides dans différentes matières fondamentales de droit public mais aussi de les préparer de manière efficace et cohérente, via une offre de cours adaptés (dont certains sont d'ailleurs laissés au choix des étudiant.e.s en fonction de leur orientation en 2e année), à l'un ou l'autre des parcours de M2 proposés par la mention Droit public de la FJVD : le M2 DH et le M2 DPG.</p> <p>Le M2 DH et le M2 DPG ambitionnent quant à eux de permettre aux étudiant.e.s d'approfondir leur formation en droit public de manière plus ou plus spécialisée. Si le M2 DPG se présente en effet comme un M2 généraliste proposant un approfondissement transversal de différentes matières du droit public, il offre néanmoins aux étudiant.e.s la possibilité de se spécialiser en faisant le choix de l'option droit de l'urbanisme et du patrimoine. Quoique plus spécialisé, le M2 DH met en place une spécialisation "ouverte" dès lors que les enseignements qui le composent s'inscrivent à la fois dans une perspective pluridisciplinaire (philosophie, sociologique, anthropologie...) et comparatiste (droit interne/droits européens/droit international). Il propose par ailleurs aux étudiant.e.s qui le souhaitent de s'inscrire parallèlement au DU Droit des personnes étrangères afin de développer une spécialisation supplémentaire.</p> <p>S'inscrivant également dans la continuité de la Licence en droit, le parcours de M1-M2 AP proposé par l'Icly permet aux étudiant.e.s d'approfondir leurs connaissances en matière de droit public en prenant en considération les évolutions majeures de l'action publique induites par l'intégration européenne et la décentralisation. Il offre par ailleurs la possibilité aux étudiant.e.s qui le suivent d'intégrer une clinique juridique prospective les plaçant en situation de praticien.ne.s.</p>

Si le parcours AP de l'Icly affiche sur ses supports de communication sa dimension professionnalisante avec un peu plus de force que sa dimension recherche, les parcours DH et DPG de la FJVD se présentent quant à eux aussi bien comme professionnalisant que tournés vers la recherche. En dépit de cette petite différence, les principaux débouchés annoncés dans chacun des parcours restent identiques :

- Poursuite d'études après le M2 : notamment accès à un doctorat dans les conditions définies par l'Ecole doctorale. L'initiation à la recherche se faisant notamment par la rédaction d'un mémoire.
- Accès au monde professionnel directement après le M2 ou après réussite d'un concours : avocat, magistrat, juriste spécialisé en droit public dans le secteur public ou privé... Etant précisé que pour les spécialisations acquises par les étudiant.e.s les débouchés peuvent être naturellement davantage en lien avec le domaine en question.

Points forts ¹	Points faibles ¹
<p>*Des parcours de formation dotés de spécificités leur permettant de se distinguer sur le site de Lyon</p> <p>*Des parcours aussi bien tournés vers la recherche que la professionnalisation</p> <p>*Des Masters liés aux activités de recherche menées par l'UR Transversales (pour le M1 DPU et les M2 DH et DPG) et l'UR Confluences (pour le Master AP)</p> <p>*Des enseignants universitaires et professionnels</p> <p>*Des enseignements pluridisciplinaires et dotés d'une dimension comparative importante</p> <p>*Des Masters s'appuyant sur des partenariats et des réseaux locaux, nationaux et internationaux</p> <p>*Des possibilités de mobilités sur les deux années, avec double diplomation possible (Sherbrooke)</p> <p>*Des maquettes structurées en termes de blocs de connaissances et de blocs de compétences</p> <p>*Des équipes pédagogiques dynamiques, ayant plaisir à travailler ensemble et partageant la même vision en termes d'objectifs, moyens... à développer</p> <p>*Des équipes pédagogiques n'hésitant pas à faire évoluer le contenu des enseignements, les méthodologies et à réfléchir aux améliorations possibles dont certaines ont trouvé à se concrétiser en 2025 (voyage pédagogique, conventions de mentorat, association étudiante, conseil de perfectionnement au niveau de la mention...)</p> <p>*Un M1 Droit public commun aux parcours de M2 DH et DPG permettant de donner aux étudiant.e.s :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une solide formation de généraliste en droit public particulièrement utile lorsqu'ils projettent de passer des concours - la possibilité de se réorienter sans difficulté dans l'un ou l'autre M2 <p>*Des effectifs dans chaque parcours tout à fait satisfaisants et stables d'une année sur l'autre</p>	<p>*Un changement chaque année, depuis plusieurs années, de responsable administrative/gestionnaire de scolarité du M1 Droit public et des M2 DH et DPG ne permettant pas la mise en place d'automatismes, la création de liens stables... compliquant, de fait, l'organisation desdits Masters.</p> <p>*Une communication sur la formation qui pourrait être encore plus importante, notamment sur les réseaux sociaux</p> <p>*De nombreuses activités pédagogiques non rémunérées (notamment l'encadrement et la soutenance des mémoires de recherche et/ou des rapports de stages) ou peu rémunérées (comme la direction de parcours) faute de dotation suffisantes</p> <p>*Un réseau et une aide à la recherche de stages qui pourraient être renforcés encore davantage. Idem pour les partenariats internationaux qui pourraient être plus nombreux.</p>
Opportunités ¹	Menaces ¹

¹ Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

<p>*Une possibilité, compte tenu des réseaux propres noués par le(s) responsables des différents Masters de la mention Droit public et des différents membres des équipes pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> – De multiplier les interventions de professeurs invités et le recrutement de professionnels en tant qu’enseignants – D’organiser des voyages pédagogiques dans des institutions renommées – De développer les enseignements en anglais – D’aider à la réalisation de stage à l’international 	<p>*Risque d’une dotation encore moins importante que les précédentes au vu du déficit de l’établissement</p> <p>*Risque d’un nouveau « turn-over » sur la gestion de scolarité</p> <p>*Risque de faire peser encore davantage les responsabilités administratives sur les responsabilités pédagogiques</p> <p>*Risque de voir les structures susceptibles d’accueillir les étudiant.e.s de M2 en stage être moins enclines à le faire compte tenu d’un contexte économique général difficile</p>
<p>*Des partenariats avec des professionnels, associations, administrations, juridictions au niveau local et régional à développer encore et à formaliser à court et moyen termes. Aussi doit-on mentionner, les travaux en cours pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Ouvrir à la rentrée universitaire 2025/2026, en collaboration avec le secours populaire, une clinique juridique, axée sur la protection des droits fondamentaux, en particulier le droit des étrangers, ouverte aux étudiant.e.s du M2 DH et du M1 DPU – Ajouter aux conventions de mentorat existantes au sein de la FJVD avec le TA et la CAA de Lyon, de nouvelles avec le Barreau de Lyon, la préfecture, différentes associations et ONG du site 	

Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l’établissement

Le positionnement de la formation est clair. Il s’agit de mettre en oeuvre une formation aussi attractive que possible au niveau local, régional, national et international ; efficace en termes de réussite aux diplômes et d’insertion des diplômés dans le monde du travail ; cohérente avec la volonté de l’établissement de développer la recherche (en particulier par le biais de parcours permettant de susciter - via l’offre de cours et de séminaires, les obligations d’assister aux manifestations scientifiques organisées par les équipes pédagogiques au sein de leur UR de rattachement) - l’envie de poursuivre ses études en s’inscrivant en thèse à l’EDD Lyon) ; inscrite dans une dynamique générale car en lien avec les différents pôles de spécialité mis en place l’Université (pôle vulnérabilité, inégalités et inclusions, pôle genre, pôle villes et mobilités...) de sorte à favoriser la collaboration entre UFR et encourager la pluridisciplinarité.

Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

Les Masters de la mention Droit public sont ouverts en priorité aux étudiant.e.s titulaires d’une Licence en droit public. Cela étant, tout.e étudiant.e disposant d’un diplôme équivalent attestant d’une “coloration” en droit public suffisante et/ou de bons résultats et d’un projet bien motivé correspondant aux attentes de la formation peut intégrer l’un d’entre eux. Une fois diplômé.e.s, les étudiant.e.s ont la possibilité de passer des concours (CRFPA, magistrature, concours administratifs divers), et nombre d’entre eux/elles le font (une grande partie s’orientant vers la préparation de l’examen d’entrée à l’école d’avocats), d’intégrer le monde professionnel en tant que juriste (dans une collectivité territoriale, une entreprise, une ONG...), ou encore de poursuivre leurs études, en particulier en s’inscrivant en thèse à (ce qui arrive chaque année pour deux ou trois étudiant.e.s en moyenne, dont certain.e.s arrivent d’ailleurs à obtenir un contrat doctoral).

Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Les Masters de la mention Droit public s’inscrivent dans la continuité de la Licence de droit public. Toutefois, pour les raisons indiquées ci-dessus, des étudiant.e.s titulaires d’une autre licence (par ex en droit privé en Administration publique, en Sciences politiques...) peuvent les intégrer. De même, sous réserve de son niveau, du projet qu’il/elle poursuit et de sa motivation, un étudiant.e ayant validé son M1 en Administration publique au sein de la FJVD, peut intégrer le M2 DH ou le M2 DPG. En outre, en vertu de la convention conclue entre le M2 DH et l’IEP de Lyon, les étudiant.e.s ayant validé certains M1 de l’IEP peuvent demander à intégrer le M2 DH. De leur côté, les étudiant.e.s du M2 DH souhaitant se spécialiser davantage peuvent demander à s’inscrire dans le DU Droit des personnes étrangères proposé par la FJVD (le DU composant, si leur candidature est retenue, une UE de spécialisation du M2 DH).

Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

Suite à la fin de co-accréditation intervenue en 2022 entre les Universités Lyon 2, Lyon 3 et Saint-Etienne des Masters de la mention Droit public, la FJVD a dû rebondir afin de rester attractive et se distinguer des autres établissements du site. Aussi la FJVD a-t-elle ajouté au M1 DPU et au M2 DH déjà existants, le M2 DPG (avec option possible en droit de l’urbanisme et du

patrimoine). Elle a également complété la même année (2022), en s'appuyant sur la convention conclue entre l'Université et l'Icly, sa mention Droit public avec le parcours de M1-M2 Action publique proposé par cette dernière.

Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

La mention Droit public ayant évolué ces dernières années pour tenir compte de la fin de la co-accréditation susvisée et s'adapter à la sélection en M1, le prochain contrat doit surtout permettre de perfectionner les parcours existants - qui nous semblent correspondre aux attentes des étudiant.e.s et aux débouchés qu'offre l'étude du droit public - en termes d'attractivité (en assurant notamment une montée en puissance des candidatures de bon niveau), de modalités de contrôle des connaissances (en les diversifiant davantage de sorte à préparer de manière plus complète aux concours), de professionnalisation (en développant encore l'aide à la recherche de stages, en créant une clinique juridique supplémentaire). Il s'agit également d'installer dans la durée le Conseil de perfectionnement annuel, d'aider les associations d'étudiant.e.s de la mention à mener à bien leurs projets, de reconduire chaque année un ou des voyage(s) pédagogique(s).